

**Pour publication immédiate
Le 20 juillet 2017**

L'institutionnalisation sous toutes ses formes ne sera pas toléré en Ontario

Toronto (Ontario) – Intégration communautaire Ontario et le groupe de travail national sur le droit de vivre dans la collectivité des Personnes d'abord du Canada et de l'Association canadienne pour l'intégration communautaire dénoncent les tentatives de placer à nouveau les Ontariens ayant une déficience intellectuelle en institution et exigent une plus grande collaboration et un investissement accru dans le secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle.

Angel Oak Communities a proposé de convertir l'ancien collège jésuite Saint Stanislaus Novitiate au Ignatius Jesuit Centre à Guelph en une résidence de 70 appartements pour les personnes ayant une déficience intellectuelle et physique, et les aînés. Dans une lettre d'intention non contraignante, la Province jésuite du Canada a annoncé son intention de signer une convention de bail à long terme avec le promoteur immobilier Angel Oak Communities afin de transformer leur propriété.

« Il n'y a pas longtemps, nous avons célébré la fermeture des institutions pour les personnes ayant une déficience intellectuelle en Ontario. Aujourd'hui, nous sommes indignés de lire au sujet de l'établissement proposé au Ignatius Jesuit Centre à Guelph. Quand une institution ferme ses portes, une autre ouvre les siennes. Il s'agit d'un grand retour en arrière pour la province de l'Ontario », affirme Kory Earle, président de Personnes d'abord du Canada.

« Il est prouvé que la vie en institution n'est pas saine ou sécuritaire. Nous avons le droit de vivre dans la collectivité, avec les mêmes choix et libertés que les autres. »

Le projet proposé à Guelph et ailleurs en Ontario témoigne d'une crise du logement généralisé en Ontario, où il y a un manque de logements convenables, de solutions créatives et de vision pour les personnes ayant une déficience intellectuelle et leur famille.

« Il fut un temps où chacun des institutions en Ontario était neuf et considéré comme novateur et une pratique exemplaire, mais la violence physique, sexuelle et psychologique infligée à des milliers d'anciens résidents du Centre régional de la Huronie à Orillia et d'autres

(Suite à la prochaine page)

institutions gérées par le gouvernement rappellent douloureusement le mal et l'impact négatif possible lorsque les gens vivent dans de grands milieux communs et ségrégués à l'écart de la collectivité », affirme Chris Beesley, président-directeur général d'Intégration communautaire Ontario.

« Collectivement, nous devons condamner toutes les formes d'institutionnalisation. Nous devons plutôt responsabiliser les personnes, les familles et les collectivités à planifier et à chercher des logements plus inclusifs et souples qui donneront des résultats beaucoup plus positifs. »

Intégration communautaire Ontario et le groupe de travail national sur le droit de vivre dans la collectivité ont demandé une rencontre avec la Province jésuite du Canada afin de leur faire part de leurs inquiétudes concernant la proposition d'Angel Oak Communities.

Ils collaborent également activement avec le gouvernement de l'Ontario et ses ministères connexes en vue d'une réponse officielle et d'une demande de consultations véritables et sincères avec les personnes ayant vécu l'expérience, les familles et les collectivités de la province sur l'importance des collectivités prévenantes, intentionnelles et inclusives.

La proposition du collège jésuite fait suite à la construction d'un projet d'habitation de 14 appartements pour les adultes ayant un trouble du spectre de l'autisme à London et une tentative de mettre 18 appartements à la disposition de personnes ayant une déficience intellectuelle dans l'espace non utilisé du couvent des Sisters of St. Joseph of Hamilton à Dundas.

« Il est vraiment regrettable que nous n'ayons rien appris des erreurs du passé, des erreurs que nous continuons de faire à ce jour dans certaines provinces. Nous y apportons plutôt un petit changement et nous croyons que les choses iront mieux cette fois. Ce ne sera pas le cas. Les personnes ayant une déficience intellectuelle doivent vivre en participant pleinement à la même collectivité que les autres, plutôt que vivre dans leur propre collectivité artificielle éloignée », affirme Laurie Larson, coprésidente du groupe de travail national sur le droit de vivre dans la collectivité.

(Suite à la prochaine page)

Intégration communautaire Ontario et le groupe de travail national sur le droit de vivre dans la collectivité ont également l'intention de faire en sorte que la question du logement abordable et accessible pour tous devienne un enjeu électoral en 2018.

« Alors que le gouvernement de l'Ontario continue d'examiner différentes options de logement par l'intermédiaire du Groupe de travail sur le logement pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, et entame son Projet pilote portant sur le revenu de base et d'autres initiatives afin de tenter de réduire la liste d'attente de 15 000 personnes, les gens méritent de bien vivre dans leur propre maison. Il est clair que la province doit accepter davantage d'offrir des ressources et un plan pluriannuel clair sur la façon dont elle prévoit bâtir un Ontario plus inclusif », ajoute M. Beesley.

« Bon nombre de nos organismes membres et leurs partenaires locaux, y compris les familles, ouvrent la voie en offrant des logements appropriés et inclusifs dans leurs collectivités. De toute évidence, ils doivent avoir leur mot à dire sur la question, tout comme les représentants de Personnes d'abord et d'autres qui ont de l'expérience avec des logements supervisés non collectifs. Nous avons également besoin de la volonté du gouvernement afin de voir comment nous pouvons accélérer le processus de construction de logements pour les personnes et offrir des soutiens et des services communautaires plus stables. »

- 30 -

Intégration communautaire Ontario est une association fondée sur la famille qui aide les personnes ayant une déficience intellectuelle et leur famille à être des chefs de file dans la promotion de l'inclusion dans leur propre vie et dans leurs collectivités. Nous sommes un chef de file progressiste du secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle représentant plus de 12 000 personnes, familles, plus de 100 organismes membres et partenaires communautaires.

Le groupe de travail national sur le droit de vivre dans la collectivité des Personnes d'abord du Canada et de l'Association canadienne pour l'intégration communautaire (anciennement connue sous le nom de Groupe de travail conjoint sur la désinstitutionnalisation) existent parce

(Suite à la prochaine page)

Communiqué de presse – Le 20 juillet 2017
Intégration communautaire Ontario
Page 4

que de nombreuses personnes ayant une déficience intellectuelle demeurent dans des institutions – ségrégués, isolés et souvent privés de leurs pleins droits. Le groupe de travail s’efforce de sensibiliser les gens quant aux institutions et aux conditions dans lesquels nos concitoyens vivent dans ces établissements. Le groupe de travail a comme objectif de fermer les institutions existantes et de veiller à ce qu’aucune nouvelle institution pour les personnes ayant une déficience intellectuelle n’ouvre ses portes au Canada. La vision du groupe de travail inclut tous les citoyens canadiens vivant et participant dans leurs collectivités.

Pour des renseignements supplémentaires et des entrevues, veuillez communiquer avec :

Ron Laroche
Directeur des communications, marketing et développement de fonds
Intégration communautaire Ontario
Téléphone : 416-707-4907
Courriel : rlaroche@communitylivingontario.ca

Supporting people who have an intellectual disability

1 Valleybrook Drive, Suite 201
Toronto, ON M3B2S7

Nous offrons notre soutien aux personnes ayant une déficience intellectuelle

tel/téléphone: 416-447-4348
fax/télécopie: 416-447-8974

info@communitylivingontario.ca
www.communitylivingontario.ca